

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES
& MERS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS TERRES & MERS
HOTEL COMMUNAUTAIRE
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62101 CALAIS CEDEX**

MARCHE RELATIF A DES PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES

**Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux marchés publics.**

Date et heure limites de remise des offres : lundi 11 juin 2018 à 11h30

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
 - 2.1. - Objet de l'accord-cadre
 - 2.2. - Procédure de passation
 - 2.3. - Forme de l'accord-cadre
 - 2.4. - Marchés publics simplifiés (MPS)
3. - Dispositions générales
 - 3.1. - Décomposition de l'accord-cadre
 - 3.2. - Durée de l'accord-cadre - délais d'exécution
 - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
 - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
 - 3.5. - Délai de validité des propositions
 - 3.6. - Variantes
 - 3.7. - Autres dispositions
4. - Dossier de consultation
 - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
 - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
 - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
 - 4.4. - Visite des lieux et consultation de documents sur site
5. - Présentation des propositions
 - 5.1. - Documents à produire
 - 5.2. - Compléments à apporter au cahier des charges
 - 5.3. - Langue de rédaction des propositions
 - 5.4. - Unité monétaire
 - 5.5. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
 - 5.6. - Négociation
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS
HOTEL COMMUNAUTAIRE
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00

Télécopie : 03.21.19.55.09

Site internet : www.grandcalais.fr

Maître d'œuvre :

Représentant du pouvoir adjudicateur

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du contrat

La consultation porte sur les prestations suivantes :
MARCHE RELATIF A DES PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande, en application des articles 78 et 80 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

Lot	Montant Minimum	Montant Maximum
Lot 1 - Lot unique	0,00 € HT	220 000,00 € HT

2-4-Marchés publics simplifiés (MPS)

Le dispositif MPS n'est pas prévu.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du contrat

3-1-1-Lots

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 4 An(s), à compter de la notification du marché.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution est déterminé dans chaque bon de commande.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Fonds propres, emprunts et subventionnements éventuels

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 45-V-1 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

3-5-Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

3-6-Variantes

3-6-1-Variantes autorisées

Les variantes par rapport à l'objet de l'accord-cadre et à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,

- le CCAP,
- le bordereau des prix
- le CCTP
- le détail quantitatif et estimatif
- la charte graphique
- le document TEST

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article 39 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : www.grandcalais.fr et www.klekoon.com

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc1.rtf)
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc2.rtf)
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi
- Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à des spécifications techniques, ou à défaut, preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)

Contenu de l'offre

- Acte d'engagement
- Bordereau des prix

- Cahier des clauses administratives particulières
- Cahier des clauses techniques particulières
- Détail quantitatif estimatif
- Mémoire technique
- Document TEST

Pour le document TEST : le candidat devra travailler sur le document transmis dans le présent dossier de consultation pour le rendre compatible avec la charte graphique de Grand Calais Terres et Mers, également fournie. Ce document sera remis sur support informatique et devra être lisible avec le fichier Autocad version 2015, il devra être annexé au mémoire technique pour le jugement des offres.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles 51 et 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire de l'accord-cadre qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

5-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-3-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante : www.klekoon.com

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

Remise des plis sur support papier :

Si l'entreprise n'est pas en capacité de remettre son offre par voie électronique elle la transmet sous pli avec la mention suivante :

" MARCHE RELATIF A DES PRESTATIONS TOPOGRAPHIQUES - NE PAS OUVRIR ".

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et au règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé ou envoyés à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS
SERVICE MARCHES PUBLICS
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

par pli recommandé avec avis de réception postal.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.

5-5-Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier. Cette négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre.

Les offres inappropriées seront éliminées et ne seront pas retenues pour la négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir pour la négociation les offres irrégulières ou inacceptables. Si ce n'est pas le cas, ces offres ne seront pas retenues et ne seront pas classées.

Après examen des offres remises, le pouvoir adjudicateur effectue un premier classement. Au regard de celui-ci, il peut engager des négociations avec tout ou partie des candidats. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire passer des auditions aux candidats retenus.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur procède à une nouvelle notation, de laquelle découlera le classement final. Au regard des résultats de la négociation, la note finale pourra varier à la hausse ou à la baisse. Si les offres retenues pour la négociation restent irrégulières ou inacceptables à l'issue de la négociation, elles ne seront pas classées.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

5-6-Signature de l'offre

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur rend obligatoire la signature manuscrite ou électronique des offres.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Critères de jugement des offres :

Prix des prestations (pondération : 50 points)

Valeur Technique (pondération : 50 points)

Critère « valeur technique » réparti de la manière suivante :

- Le document test conformément à l'article 5-1 du présent règlement : 20 points
- Organisation de l'équipe avec organigramme : 5 points
- Organisation fonctionnelle adoptée pour assurer plusieurs commandes en parallèle : 10 points
- Organisation et les dispositions que le candidat adoptera à l'avancement des chantiers, pour réaliser des prestations de relevés, lors d'opérations de récolement : 15 points

2. Prix (pondération : 50)

Chaque candidat sera noté sur 100 points.

La note attribuée aux candidats pour le critère « prix » est établie sur la base de la formule suivante :

Note attribuée au candidat = (Offre la moins la chère / Offre du candidat analysée) x Pondération (50)

Coefficients « valeur technique » :

- 0 Réponse manquante
- 0,2 Réponse non satisfaisante
- 0,4 Réponse peu satisfaisante
- 0,6 Réponse satisfaisante
- 0,8 Réponse très satisfaisante
- 1 Réponse excellente

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Article 7 - Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile à l'adresse suivante :

1) Renseignements administratifs

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS
SERVICE MARCHES PUBLICS
76 BOULEVARD GAMBETTA
CS 40 021
62 101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00

Courriel : marches.publics@grandcalais.fr

2) Renseignements techniques

Monsieur Fabien DEVOS - Aménagement Opérationnel Espaces Publics

Téléphone : 03.21.19.56.03

Courriel : fabien.devos@grandcalais.fr

3) Voies et délais de recours

Dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux ou hiérarchique contre ladite décision.

Par ailleurs, les candidats ont également la possibilité de saisir le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, d'un recours pour excès de pouvoir contre cette décision et contre les autres actes détachables du marché en application de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.